



Saint-Denis, le 11/07/2022

DÉCISION D'AGRÈMENT Entreprise Solidaire et d'Utilité Sociale (ESUS)

- Vu** la loi n° 2001-152 du 19 février 2001 relative à l'épargne salariale ;
- Vu** la loi n° 2008-776 du 4 août 2008 de modernisation de l'économie ;
- Vu** la loi N°2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire ;
- Vu** le décret n°2015-719 du 23 juin 2015 relatif à l'agrément « entreprise solidaire d'utilité sociale » ;
- Vu** le décret n°2015-760 du 24 juin 2015 pris pour l'application de l'article 1er, alinéa 15 de la loi du 31 juillet 2014 ;
- Vu** le décret N°2015-858 du 13 juillet 2015 relatif aux statuts des sociétés commerciales ayant la qualité d'entreprise de l'économie sociale et solidaire ;
- Vu** le décret N°2015-1219 du 1er octobre 2015 relatif à l'identification des personnes morales de droit privé ayant la qualité d'entreprises de l'économie sociale et solidaire ;
- Vu** l'arrêté du 5 août 2015 fixant la composition du dossier d'agrément ;
- Vu** l'instruction de la mise en œuvre du dispositif de l'agrément « Entreprise solidaire d'utilité sociale »
- Vu** les articles L 3332-17-1, R 3332-21-1 à 21-5 du code du travail ;
- Vu** le décret du 29 juin 2019 portant nomination de M. Jacques BILLANT préfet de la région Réunion, préfet de La Réunion;
- Vu** l'arrêté interministériel du 21 juillet 2021 portant nomination de Madame Damienne VERGUIN en qualité de directrice de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités de La Réunion, à compter du 30 août 2021 ;
- Vu** l'arrêté n° 1831 du 13 septembre 2021 portant délégation de signature à Madame Damienne VERGUIN, directrice de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités de La Réunion ;
- Vu** la décision DEETS -2021/44 du 08 novembre 2021, portant subdélégation de signature ;

Vu la décision DEETS -2022/14 du 20 juin 2022, portant subdélégation temporaire de signature ;

Vu la demande d'agrément présentée le 1^{er} juillet 2022, par Monsieur Manuel DELAHOUGUE, coordinateur de projet de « l'Association Centre Culturel d'Actions Socio-Educatives » (ACCASE);

Considérant que l'association entre dans la catégorie « de plein droit et ESS »;

Considérant que le statut de l'association correspond aux exigences mentionnées à l'article 1er et à l'article 11 de la loi n°2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire ;

Considérant que la condition du 4^o du I de l'article L.333-17-1 est respectée ;

Considérant que la recherche d'utilité sociale au sens de l'article 2 de la loi relative à l'ESS est respectée ;

ARRÊTE

ARTICLE 1

L'association « ACCASE » située au OP KERVEGUEN – LOCAL 9002– 16 allée des aventurines - 97400 Saint Denis dont le n° Siret est : 810 587 683 00022 et dont le code APE est: 85.60 Z - est agréée en qualité d'entreprise solidaire et d'utilité sociale au sens de l'article L3332-17-1 du code du travail.

ARTICLE 2

Cet agrément est accordé pour une durée de cinq ans, à compter de la date de notification.

ARTICLE 3

La directrice de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités – DEETS - de La Réunion est chargée de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de La Réunion, accessible sur le site internet de la préfecture de la région de La Réunion, préfecture de Saint-Denis.

Le Directeur de l'économie,
de l'emploi, du travail et des solidarités,
Le Responsable du service
développement économique des entreprises


Ainaou SICCADI

Délais et voies de Recours administratifs :

Cette décision peut être contestée :

La présente décision est susceptible d'être contestée dans le délai de deux mois à compter de sa notification en exerçant :

Soit un recours gracieux ;

Soit un recours hiérarchique devant le Ministre du Travail, de l'Emploi, de la Formation professionnelle et du Dialogue Social-
Direction Générale du Travail

39-43 quai André Citroën 75015 PARIS ;

Soit un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de : 2 Ter, rue Félix Guyon 97400 Saint-Denis ;

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr